

« Vivons-nous dans une tyrannie de la transparence ? »

Par Anaïs Ginori

1) Partons du principe que la transparence aide le travail des journalistes et qu'en règle générale les médias en voudraient toujours plus. Grâce aux données ouvertes, les journalistes d'investigation ont par exemple eu accès à un volume considérable d'informations auparavant hors de portée. Des consortiums transnationaux de professionnels de la presse (Panama Papers, SwissLeaks, LuxLeaks...) facilitent des enquêtes encore inimaginables il y a dix ans. La presse joue ainsi un rôle fondamental non seulement pour enquêter sur le abus de pouvoir mais pour dénoncer des scandales de corruption. Rappelons que les médias sont une source essentielle dans la détection des affaires de corruption transnationale, que ce soit pour les autorités répressives ou pour les entreprises qui peuvent alors décider d'enquêter en interne ou de s'auto-dénoncer.

2) Malgré cette évolution positive, le mythe transparence absolue est remis en question, pour une raison simple: trop d'informations tue l'information. Alors que les médias traditionnels ont perdu le monopole de la diffusion des informations, ils ont une plus grande responsabilité dans la vérification, la sélection et l'analyse, voir la remise en contexte (contre la tendance à se focaliser sur des détails, le présentisme, en oubliant le tableau général). A chaque crise politique ou sociale nous assistons à une multiplication d'images ou témoignages non vérifiés. Ce risque a été confirmé pendant le mouvement des gilets jaunes avec beaucoup d'intox qui ont circulé. Autre limite de la "toute transparence": elle n'empêche pas les citoyens de penser qu'on continue à leur cacher quand même des choses. Selon une étude de l'IFOP un français sur cinq croient à des thèses complotistes. (quelques exemples)

D'où le paradoxe: en France, comme dans tout l'Occident, l'accès à l'information n'a jamais été aussi facile et répandu mais ce n'est pas pour autant qu'on peut dire que les citoyens sont mieux informés.

3) On voit donc que le problème, toujours du point de vue de l'information, n'est pas seulement le dosage de la transparence mais **retrouver une crédibilité et une confiance dans les médias qui sont aussi au milieu d'une triple crise:**

a) Les réseaux sociaux offrent l'opportunité d'articuler une critique des médias traditionnels et de les contourner d'abord via des sites indépendants, ainsi qu'avec des groupes spécialisés dans le complotisme et les fake news. On entend de plus en plus que le journalisme ne serait pas un métier un part entière mais un service que quiconque peut exercer alors que je rappelle qu'il faut non seulement une expérience pour porter auprès des sources la mission de vérification-sélection-analyse mais aussi des moyens économiques.

b) L'augmentation de procédures judiciaires à l'encontre de journalistes est très inquiétante. On a vu en France la convocation des journalistes par la DGSI dans deux affaires différentes au vu du Secret Défense. L'association de la Presse Judiciaire vient de publier un guide d'autodéfense pour les journalistes. Les menaces ne sont pas que judiciaires mais aussi physiques (les cas des agressions pendant le mouvement des gilets jaunes, en Italie plusieurs journalistes sous protections).

c) La crise du modèle économique des médias, provoqué entre autre par la révolution du

numérique, est loin d'être résolue. Aucun médias n'est épargné par la baisse des revenus venant des lecteurs et aussi de la publicité, même si il existe des évolution plutôt encourageantes : une reprise des abonnés pour certains journaux et l'émergence de modèles différents comme Mediapart qui est un site d'investigation par abonnement sans publicité.

4) Quelles solutions pour renouer avec la confiance et préserver un bon dosage de transparence? Plusieurs pistes à étudier, j'en cite quelques unes. La mise en place de "making-of" par exemple, comme l'a fait l'AFP. Le travail de debunking, de vérification: toujours l'AFP, mais aussi les blogs du Monde ou de Libération... Les médias doivent accepter d'entrer en discussion, être capables de dire pourquoi ils se sont trompés quand ils se sont trompés. De plus en plus de recours aux médiateurs.

Il est intéressant de voir que dans malgré cette crise de confiance qui menace le journalisme en général il existe, dans les moments de crise ou de grand rendez-vous électoraux, un regain d'intérêt et d'attention vers les médias traditionnels (quelques chiffres et exemples).

C'est bien la preuve qu'une forme de confiance existe mais qu'elle doit être consolidée.